

SECONDA SESSIONE STRASURDINARIA DI U 2019
2EME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2019
27 È 28 DI GHJUGNU DI U 2019
27 ET 28 JUIN 2019

2019/E2/061

**REPONSE DE M. LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE
A LA QUESTION DEPOSEE PAR M. ORSUCCI JEAN CHARLES
POUR LE PREMIER MINISTRE
AU NOM DU GROUPE « ANDA PER DUMANE »**

OBJET : Venue du Premier Ministre en Corse

Je vais vous répondre, Monsieur le Président de groupe, mais il faudrait beaucoup plus que le temps d'une question orale. Je vais envoyer un certain nombre de messages que nous aurons l'occasion de développer et de décliner.

D'abord, ma volonté, notre volonté n'est pas d'être dans un rapport de force permanent avec l'Etat. La volonté jamais démentie sans cesse réaffirmée est de réussir à ouvrir un véritable dialogue pour construire une solution politique.

Je ne reviens pas sur ce qui s'est passé depuis des mois, nous avons dressé ensemble le constat. Mais je voudrais, quand même, réaffirmer que la première des choses en démocratie, c'est de tenir compte du fait démocratique. Nous, bien évidemment, vous l'avez rappelé, nous tenons compte du fait démocratique tel qu'il s'est exprimé à l'échelle française, aussi bien à l'occasion de l'élection présidentielle qu'à l'occasion des élections législatives.

Premièrement, ce que nous attendons en retour, avec beaucoup d'humilité, c'est que le Gouvernement, le Président de la République et l'Etat tiennent compte du fait démocratique tel qu'il s'est exprimé en Corse, notamment en décembre 2015 et en décembre 2017.

Deuxièmement, il y a un certain nombre, non pas de totems, mais de revendications qui sont fondamentales pour nous parce qu'elles ont structuré notre engagement depuis un demi-siècle pour la période contemporaine. Nous ne prétendons pas que ces demandes ou ces revendications soient totalement prises en compte. Nous n'imposons rien, ni sur le fond, ni en terme de calendrier, mais nous constatons que pour l'instant c'est une fin de non-recevoir malheureusement définitive qui nous a été opposée. Et ça, pour nous, c'est une erreur, voire une faute politique parce que lorsqu'il y a un problème politique, il doit se traiter de façon politique.

Mais, notre disponibilité pour le dialogue ne s'arrête pas à ces revendications fondamentales. Là aussi, et je termine, il faut tordre le cou à un certain nombre de malentendus. Nous, nous sommes prêts à discuter de tout, y compris, bien évidemment, avec la même force, avec la même énergie et la même détermination de toutes les questions qui conditionnent la vie des Corses au quotidien. Toutes, qu'il s'agisse du social, nous allons l'aborder aussi cet après-midi à travers la question de la future délégation de service public maritime, qu'il s'agisse de l'urbanisme et de ses corollaires, qu'il s'agisse du foncier (le foncier agricole et le foncier en général), qu'il s'agisse des déchets, qu'il s'agisse du statut fiscal, qu'il s'agisse de l'énergie, qu'il s'agisse de la santé.

Mais dans tous ces domaines, me semble-t-il jusqu'à aujourd'hui, nous nous sommes adressés au Gouvernement avec un certain nombre de propositions qui sont peut-être à compléter, à faire évoluer et à enrichir. Le paradoxe est que l'on nous dit que sur les fondamentaux il n'y a pas de place pour discuter et, sur les questions techniques auxquelles on nous renvoie, malgré des propositions, on nous dit « on ne peut pas les traiter ».

Donc aujourd'hui, nous sommes véritablement dans une situation de blocage politique qui est plus que regrettable, qui est dommageable et qui est dangereuse, et il faut en sortir, et il faut en sortir par le haut. Donc, moi je n'ai rien à enlever malheureusement au moment où je parle à ce que j'ai eu l'occasion de dire, y compris depuis cette place lors de sessions précédentes. Nous avons eu, ce matin, une réunion avec l'Association « L'ora di u ritornu » que je considère être extrêmement importante, parce qu'au-delà de nos différences, de nos désaccords, il y a profondément, je crois, en Corse et dans la classe politique, et dans l'ensemble du peuple Corse, une volonté forte de construire ensemble un chemin et ça, vous savez que nous y tenons particulièrement et que nous ferons tout pour cultiver cet état d'esprit et pour le développer.

Donc ce matin nous avons envoyé un signal fort, nous le ferons également demain à travers un certain nombre de décisions que nous avons prises et qui se traduiront, je l'espère et je le pense, par une motion que nous aurons l'occasion de rédiger et de voter ensemble.

Là aussi, et je termine, le Premier Ministre va venir. Je crois que chacun s'exprimera. Nous, nous sommes disponibles pour le dialogue, mais le dialogue ce n'est pas seulement de se recevoir, de se serrer la main et de se dire « Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Présidents » et de se quitter sans n'avoir rien abordé.

Le dialogue c'est identifier les problèmes, définir une méthode, se fixer un certain nombre d'objectifs partagés et placer la barre au bon niveau.

La visite du Ministre de l'Agriculture a été porteuse d'un certain nombre de signes positifs. Acceptons-en l'augure ! Au moment où je parle, il n'y a rien qui nous permette de penser que le Premier Ministre inscrira sa venue dans l'île, dans la recherche d'un acte II des relations entre la Corse et l'Etat.

En ce qui nous concerne nous souhaitons véritablement que cela soit un acte II. Que l'on laisse de côté ce qui s'est passé depuis plus d'un an, un an et demi, et que l'on ouvre une nouvelle période qui nous permette d'avancer de façon significative.